

L'étonnante vitalité de la culture libanaise

par Carole Corm

Diplômée de l'université d'Harvard en études orientales (Middle Eastern Studies), Carole Corm a travaillé au bureau du *New York Times* à Paris. Récemment, elle a quitté l'Europe pour vivre au Liban. Après avoir participé à un ouvrage sur les chrétiens et les druzes déplacés de la montagne libanaise, elle a rejoint l'équipe d'*Elle Orient*, où elle s'occupe des pages culturelles. Elle a aussi dirigé la rubrique livres de *Time Out Beirut*, avant que la revue ne soit interrompue par la récente guerre. Elle dessine ici un panorama de la scène culturelle libanaise.



Concert de Plácido Domingo au pied du temple de Jupiter lors du festival de Baalbeck (2004). © D. R.

C'EST L'AUTOMNE, une période qui devrait être calme : l'été est terminé, les Libanais de la diaspora ont depuis longtemps quitté le pays ; ils reviendront peut-être pour les fêtes d'Eid al-Adha et de Noël insuffler un vent d'activité dans le paysage économique morose. Mais le climat politique explosif – des élections présidentielles qui

divisent tout le pays et les menaces du Hezbollah dirigées contre un gouvernement retranché dans le sérail – ne les encourage guère à le faire. Quant aux touristes...

Dans un tel climat, le festival international de Baalbeck, haut lieu de la culture au Liban, qui a accueilli en son temps Cocteau, Aragon ou encore Bédart, s'est vu annulé pour la seconde année consécutive. « En 2006, le jour du premier concert de Fairouz, les Israéliens ont attaqué l'aéroport ; cette année, nous avons subi la guerre dans le camp palestinien de Nahr El Bared » explique, d'un ton résigné, May Arida, présidente du festival depuis les années 1970. Pareil pour le salon du livre francophone, le troisième au monde par son nombre de visiteurs qui, après deux années de silence, est remis en dernière minute, à une date ultérieure.

Pendant que le Liban peine à s'extraire de cette mauvaise passe, les autres

pays du monde arabe s'activent. Les émirats du Golfe font venir le Louvre et le musée Guggenheim, et la Syrie, encouragée par l'Unesco, qui vient de nommer Damas capitale culturelle du monde arabe 2008, tente de compenser sa mauvaise image politique à coup d'événements culturels.

Une effervescence malgré tout

Et pourtant... pour le seul mois de novembre 2007 sont programmés à Beyrouth plusieurs pièces de théâtre, des concerts – du hard rock – le festival d'automne de danse contemporaine, l'ouverture d'une exposition de photos-vidéos et un festival multidisciplinaire, qui comprend la venue d'Anne Teresa de Keersmaecker, sans doute l'une des plus grandes chorégraphes de danse contemporaine aujourd'hui. Enfin, le Centre national du livre en France, lance à partir de Beyrouth les Belles Étrangères 2007, une initiative qui vise à faire découvrir aux Français la littérature d'un autre pays, en invitant douze auteurs, en l'occurrence libanais, à sillonner l'Hexagone.

Au diable alors les pays du Golfe qui achètent la culture comme ils achèteraient une franchise d'une marque de couture. Quant à la Syrie, elle ne peut prétendre à une quelconque liberté d'expression avec les arrestations répétées d'opposants au régime. Le Liban reste un épice libre pour la création et la diffusion culturelle. Et c'est dans cette atmosphère que le centre culturel allemand vient de clôturer un séminaire sur le rôle de la censure sur l'expression

artistique. Parmi les tables rondes, on note le sujet suivant : « La censure gouvernementale et religieuse, main dans la main ? » Un débat difficile à imaginer ailleurs... Les intellectuels continuent d'autre part à se réfugier au pays des cèdres. Récemment, c'est un *boys band* irakien qui a atterri au Liban, après l'éclatement de la guerre dans leur pays et l'éparpillement du groupe, qui espère produire un nouvel album à Beyrouth. C'est aussi au Liban que la jeune Rajaa Al Sanea publie en 2005 son livre *Les Filles de Riyad*, un compte rendu sur la société saoudienne. Sans doute pour soutenir cette liberté dans l'édition, l'Unesco a élu Beyrouth capitale du livre 2009.

La loi de la débrouillardise

Cette effervescence culturelle pourrait se justifier par une politique active du gouvernement libanais. Or l'État, paralysé depuis une crise gouvernementale qui oppose la majorité aux forces pro-Hezbollah, ne peut adjuer de soutien financier. Comme l'explique Randa Asmar, directrice exécutive du Théâtre Al Madina, haut lieu de la création théâtrale, « ils ne peuvent pas faire plus, il n'y a plus de budget pour la culture ». Ainsi, le premier pavillon libanais à la Biennale de Venise 2007 est entièrement financé par des fonds privés. « On a collecté l'argent auprès de donateurs libanais et de quelques banques intéressées dans le mécénat », avoue Sandra Dagher, commissaire du pavillon, avec le galeriste Saleh Barakat.

De passage à Beyrouth, au printemps 2006, en vue de la première grande

rétrospective d'art contemporain libanais à l'étranger, Suzanne Cotter, directrice du musée d'Art moderne d'Oxford, trouve ce vide institutionnel significatif. « Aucune structure ou attitude ne pourrait se traduire par la pratique et la diffusion d'art contemporain, comme nous les connaissons en Grande-Bretagne. À Beyrouth, il n'y a pas de musée d'art contemporain, aucun grand prix artistique, et encore moins des grandes foires d'art pris d'assauts par des visiteurs. [...] En revanche, il y a des réseaux d'artistes, d'écrivains, de performers et de cinéastes qui dirigent des espaces indépendants et organisent des événements, des festivals où le travail de chacun peut être présenté pendant de courtes périodes. »

Cette débrouillardise répond non seulement à un vide institutionnel mais aussi à la pression de la censure. Comme si chaque événement se faisait en marge, ou même en cachette. C'est le cas par exemple du metteur en scène et acteur Rabih Mroué. Sachant que ses pièces se heurtent à de sérieux problèmes au niveau de la censure, il a souvent choisi de faire comme si elle n'existait pas. « Pendant à peu près huit ans, je ne suis pas passé par la Sûreté générale », explique-t-il. Le résultat : les pièces sont jouées pour quelques jours seulement, lors de représentations gratuites. Ce fut aussi le cas du film *Un homme perdu* (2007) de Danielle Arbid, diffusé une fois seulement lors de la sixième édition du festival du film libanais à Beyrouth, en août dernier.

Face au manque de soutien financier, « les artistes qui vivent de leur art au Liban se comptent sur les doigts de la

main, je crois même que c'est impossible » affirme Sandra Dagher. Comme l'explique Zeina Arida, directrice de la Fondation arabe pour l'image : « Ça reste difficile pour un photographe de faire une exposition, par manque de lieux et de moyens – une galerie qui accepte d'exposer un photographe prévoit rarement un budget de production, si bien que le photographe doit tout payer. »

Non seulement beaucoup de musiciens ou d'acteurs ont des métiers à plein temps, mais c'est souvent eux qui s'improvisent producteur ou exposant. Ainsi, l'artiste et vidéaste Lamia Joreige, l'une des cinq artistes présentes à la Biennale de Venise, travaille pour la création d'un centre d'art contemporain à Beyrouth, tandis que le cinéaste Philippe Aractingi s'est vu obligé de démarcher des fonds auprès d'investisseurs pour son dernier film *Bosta* (2005) comme l'aurait fait un homme d'affaires, avec promesse de retour sur investissements. Et Randa Asmar d'ajouter : « En tant que comédienne au Liban il faut savoir tout faire : trouver les fonds, un théâtre, s'occuper de la publicité... »

S'entraider

Les artistes en viennent à s'entraider et participent souvent aux projets de chacun. Pour Lamia Joreige, c'est un phénomène qui ne fait que s'accroître : « Depuis un an, il y a de plus en plus d'œuvres interactives, faisant appel à plusieurs médias. Vidéastes, musiciens, performers travaillent ensemble pour coproduire des projets multimédias. » Il n'y a pas non plus de barrières entre

les différents genres artistiques. « Les architectes créent des œuvres conceptuelles, les artistes écrivent des livres, les photographes donnent des performances et les performers créent des archives », remarque Suzanne Cotter.

En l'absence de structures étatiques, l'artiste n'a aucun compte à rendre. Il occupe ainsi une place à part dans la société et jouit d'une liberté rare. C'est peut-être justement là sa force. Écrivains, cinéastes, metteurs en scène de théâtre sont dans une position unique pour décrypter et commenter une société complexe, où toute remise en question menace de faire éclater le *statu quo* qui existe entre les différentes communautés.

Les artistes et le devoir de mémoire

En 1989, les représentants politiques libanais signent les accords de Taëf : la guerre du Liban est officiellement terminée. Les miliciens sont amnistiés et la reconstruction démarre à coup d'amnésie générale. Vingt ans plus tard, le travail de mémoire qui aurait dû suivre n'a toujours pas été accompli. « Les Libanais sont encore dans l'événement », explique Lamia Joreige. Une réalité qui se confirme au niveau éducatif : la guerre civile ne fait toujours pas partie du programme scolaire.

Or c'est précisément ici qu'intervient la scène artistique locale. Plus que les historiens « qui manquent de distance face aux événements et que les acteurs politiques encore présents », note Joreige, les artistes libanais défrichent sans relâche l'histoire récente du pays. Pour l'écrivain Elias Khoury par exemple,

c'est seulement dans le roman libanais de ces quinze dernières années que la guerre est abordée frontalement.

À leur manière, cinéastes, écrivains et artistes assurent le travail de mémoire, conscients qu'il n'existe pas une Histoire, mais des histoires, surtout au Liban où chaque clan, religion ou parti offre sa propre version de l'Histoire. Au niveau artistique, le résultat est une multitude de travaux traitant de l'histoire récente du pays par le biais d'anecdotes, de faits divers ou encore d'histoires personnelles. La narration, le besoin d'archives ou la mémoire sont des thèmes qui reviennent souvent, comme un écho aux sujets typiquement post-modernes traités au niveau de la scène artistique internationale.

L'artiste Walid Raad, récemment récompensé par l'un des plus prestigieux prix de photographie internationale, représente ce trait d'union entre des idées propres au débat libanais et des thèmes qui semblent résonner par-delà les frontières. En 1999, il crée The Atlas Group, une fondation imaginaire dont la mission est de documenter l'histoire contemporaine du Liban. Ses archives fictives, conçues à partir de photographies et de documents (coupures de presse, nouvelles télévisées) servent à inventer des histoires parallèles, jouant avec le spectateur pour qui les documents sont à la fois familiers et étranges. Dans sa série de photographies *Funny, how thin the line is: documents from the Atlas Group Archive* (2000-2003), Raad joue très ouvertement sur la frontière entre documents réels et fiction, en répertoriant

des explosions de voitures piégées qui ont l'air d'avoir eu lieu. Professeur dans une des plus prestigieuses universités d'art des États-Unis, Raad est aussi l'auteur des *Bachar Tapes* (1993-2002), des cassettes d'un soi-disant historien révélant des informations sur des prises d'otages fictives. Ici, toutes les histoires se valent et les vérités de chacun sont *de facto* discréditées. La seule chose qui semble prévaloir, c'est le doute.

Le long métrage de fiction *A Perfect Day* (2006) de Joana Hadjithomas et Khalil Joreige laisse lui aussi planer l'incertitude. En abordant la question des disparus de guerre, un sujet difficile à raviver vu qu'il nourrit des plaies entre les Libanais et leurs voisins, les cinéastes se confrontent à un point d'interrogation. Pour Hadjithomas, c'est un sujet « qui demeure en suspens, il est très difficile de parvenir à une paix véritable vu que de nombreuses familles sont encore dans l'attente, dans l'inconnu, ne sachant rien de leurs disparus. La disparition est un abîme, un gouffre, qui ouvre le champ des possibles. Cette question n'est pas une question du passé, elle est éminemment une question du présent, de notre présent. Pour dépasser le passé, il faut faire le deuil, et un deuil sans corps, sans savoir, sans traces, est un deuil particulièrement difficile. »

Conscients des limites de la narration pour traduire une guerre sur laquelle personne n'arrive à se mettre d'accord, Rabih Mroué et sa femme Lina Saneh posent le problème de la représentation au théâtre. Plutôt que « de raconter l'histoire de la guerre et ses horreurs »,

le couple s'attache à traduire un vécu, à comprendre « comment la guerre a marqué nos corps » en évitant le récit ou « une *mimesis* corporelle qui n'aurait pas pu être autre chose que narrative ou illustrative, pire encore, une descente pathétique dans la martyrisation. Ce que nous voulions, c'est comprendre comment nos corps fonctionnent après avoir enduré quinze ans de guerre : comment mange-t-on, comment dort-on, comment s'aime-t-on, pense-t-on, travaille-t-on et comment joue-t-on ? » explique Lina Saneh en 2003, lors d'un forum sur les pratiques artistiques au Liban.

Provoquer pour réveiller les consciences

Non contents de simplement ouvrir des voies de réflexion pour penser la guerre, c'est aussi cette amnésie voulue des Libanais que critique la scène artistique. Lors du festival d'Automne de danse 2007, la performance de Maqamat *Concerto 13 / 2nd movement* avait pour seul décor des pancartes au titre criant : « *Wake up!* » Les aboiements, bastonnades et mouvements violents des danseurs ne faisant que contribuer à cette envie de faire réagir le public. Une envie qu'on retrouve dans la musique, dans le rap bien sûr, mais aussi dans le trip-hop du groupe Soap Kills qui, alors que le Liban savourait les grands travaux de reconstruction du premier ministre Rafiq Hariri, décria une société factice qui faisait comme si « tout était beau et propre ». Ce sentiment se retrouve même en architecture, avec la célèbre boîte de nuit de l'architecte Bernard Khoury,

le B018. Construite comme une « provocation face à l'amnésie », la boîte de nuit enterrée, tel un cercueil géant à toit ouvrant, est située dans le quartier de la Quarantaine, lieu d'innombrables exécutions pendant la guerre civile. En construisant un tel espace si près d'un lieu de massacres, Khoury joue dans la provocation et pousse le public à questionner l'histoire de son pays : qu'est-il véritablement arrivé ici ? En quoi suis-je concerné ?

Avec le retrait de l'armée syrienne du Liban en avril 2005, commencent les assassinats ciblés contre ceux qui osent clamer la liberté d'expression au pays des cèdres. Au théâtre, on assiste au printemps 2006 à une adaptation libanaise des *Monologues du vagin* d'Ève Ensler par Lina Khoury. Après plus d'une année de bataille avec la censure, Khoury réussit à monter au Théâtre Al Madina sa pièce *Haki Neswan* qui traite des problèmes quotidiens de la femme libanaise, fondée sur des interviews menées dans le pays. Surprise générale, la pièce qui menaçait de faire scandale est un énorme succès auprès du public. « Je ne sais pas si le public attendait que l'on désacralise les femmes et la sexualité, mais il est certain qu'il avait besoin de quelque chose dans ce genre : quelque chose de vrai et d'honnête. Assez d'hypocrisie et de bluff dans notre société », clame la réalisatrice qui libère les voix et les mentalités. Comme le note si bien l'écrivain Rachid El Daïf, le conflit entre la tradition et la modernité se joue dans le monde arabe entre

l'homme et la femme, « le lit devenant le champ de bataille entre Orient et Occident ».

Une récente régénérescence

Depuis la guerre en 2006 qui a opposé l'État d'Israël au Hezbollah, la scène artistique s'est en quelque sorte requinquée. Alors qu'avant, elle restait marginale, ou du moins confinée à un certain milieu d'intellectuels beyrouthins, elle s'est faite pendant la guerre le porte-parole d'une nation devenue muette. Les médias internationaux se sont alors activés pour interviewer cinéastes, musiciens, bloggeurs qui ont tous leur mot à dire. Comme l'affirme Lamia Joreige, « on sent très bien qu'il y a eu un rush sur le Liban ».

C'est dans le sillon de cette guerre que le Liban est invité à présenter son premier pavillon à la Biennale de Venise sous le titre *Forward*. Pour les cinq artistes choisis, dont les photographes Fouad Elkoury et Akram Zaatari, tous deux créateurs de la Fondation arabe pour l'image, l'impact est important. Comme l'explique Joreige : « Au lieu de deux cents personnes, ce sont des milliers de personnes » qui peuvent voir notre travail. Et d'ajouter : « Ce pavillon ne s'est pas fait dans une optique nationale, il traduit plutôt l'expérience de cinq artistes vivant le contexte libanais. »

Peu de temps après, Nadine Labaki, réalisatrice connue pour ses clips vidéo de stars de la pop arabe, sort son premier long métrage, *Caramel* (2007). Présenté à Cannes, lors de la Quinzaine des Réalisateurs, le film est très bien reçu,

avec plus de quarante pays prêts à le diffuser. Le monde s'intéresserait-il tant au destin des femmes libanaises telles que les dépeint Labaki ? Si la France reste « la marraine du cinéma libanais » comme l'a joliment écrit Katia Jarjoura, le succès international du film (depuis nommé aux Oscars pour le meilleur film étranger) donne un sérieux coup d'espoir au cinéma national. « *Caramel* ouvre la voie au cinéma libanais dans le monde. Il montre qu'au Liban on peut faire un bon film, bien joué, bien réalisé et bien produit », note le distributeur du film pour le Golfe, Sadek Sabbah.

Mais c'est peut être une pièce de Rabih Mroué et Lina Saneh qui aura le plus d'impact dans les esprits. Avec *How Nancy Wished Everything was just an April's Fool Joke* (2007), le duo revient sur la guerre et l'irresponsabilité de chacun, au moment où le pays menace de retomber dans la guerre fratricide, à travers quatre personnages qui rejoignent tout au long de la guerre les nombreuses milices, mourant à chaque fois, pour rallier une autre faction dans une autre vie. La pièce est interdite par la censure. Grâce à l'intervention personnelle du ministre de la Culture Tarek Mitri, elle a finalement pu être jouée deux fois avant de partir en tournée. Pour Mroué, cette pièce reflète l'absolue nécessité et obligation de l'artiste (et du spectateur) de reconnaître que nous vivons, et ce depuis un siècle, dans une zone de crise permanente. « Nous ne pouvons pas faire semblant que tout va bien. Il est dangereux de s'habituer au désastre. » Ou comme le dit, exaspéré, l'écrivain Rachid El Daïf :

« Depuis deux cents ans on vit au bord du précipice. » Ainsi, la pièce montre *ad infinitum* la propension à la violence et à la versatilité des Libanais qui passent d'un parti politique à l'autre, d'une milice à l'autre. La bataille avec la censure et le message politique fort, retranscrits dans une mise en scène minimaliste et puissante, ne sont pas passés inaperçus, que ce soit au Liban ou à l'étranger : le *New York Times* et *Le Monde* ont d'ailleurs consacré des articles à la polémique.

Pour Mroué, la victoire contre la censure n'est cependant que passagère. Malgré l'intervention du ministre qui, depuis, a déposé un projet de loi pour modifier la censure, « le système est intact. Dans la situation politique actuelle, le ministre peut partir d'un jour à l'autre. Plusieurs ministres ont essayé de changer la loi avant lui, mais à chaque fois ils se sont heurtés à des oppositions les obligeant à lâcher le projet. C'est tout le système qui ne va pas. » Et de continuer : « Le plus important, ce n'est pas la censure, je veux dire celle de la Sûreté générale, mais celle qui est en nous, ce réflexe d'autocensure » instillé par un état confessionnel qui, de génération en génération, donne lieu à un déterminisme social et religieux, duquel personne n'est exempté. Et qui provoque chez l'écrivain Mohamed Abi Samra « une aversion profonde, épidermique, pour la pesanteur de nos valeurs sociales ». Coincés entre les désillusions du passé et l'hypocrisie du présent, nous cherchons la porte de sortie.

C. C.